

23/5/83

L'Afrique du Sud lance une nouvelle mise en garde

PRETORIA (Reuter) — L'Afrique du Sud a adressé une nouvelle mise en garde aux pays qui abritent des militants du Congrès national africain (ANC) à la suite de l'attentat meurtrier de vendredi contre le quartier général de l'armée de l'air à Pretoria.

M. Louis le Grange, ministre de la Loi et de l'Ordre, a affirmé samedi soir qu'aucun gouvernement donnant asile à cette organisation ne devait s'attendre à ce que Pretoria reste les bras croisés.

« Des actes de terreur ne seront pas tolérés et l'Afrique du Sud préparera une riposte à sa convenance et selon ses propres intérêts », a-t-il dit à la radio.

Jusqu'ici, le gouvernement sud-africain n'a pas mis en cause directement la responsabilité de l'ANC dans cet attentat qui a fait 17 morts et 217 blessés, mais M. le Grange avait toutefois déclaré vendredi qu'il semblait être l'œuvre de l'organisation nationaliste noire.

Samedi soir, il a indiqué qu'il avait « toutes les raisons de croire que la police sud-africaine réussira à identifier les responsables, à les traquer et à les amener devant la justice ».

La police sud-africaine s'efforçait encore hier d'identifier certaines des victimes de l'explosion. Un porte-pa-

role a annoncé que les noms de tous les morts seraient annoncés dans la soirée.

Le secteur a été isolé pour permettre aux policiers et aux commerçants de passer au crible les débris laissés par la déflagration.

Bien que la police s'en tienne toujours au bilan de 17 morts donné en début de journée, le quotidien « Beeld », citant une source bien informée, a fait état de 28 morts.

Du côté des blessés, un porte-parole du principal établissement hospitalier de Pretoria a déclaré que 26 personnes faisaient encore l'objet de soins, dont neuf dans un état très grave.

Mgr Dennis Hurley, président de la Conférence épiscopale catholique sud-africaine, a estimé hier qu'une

grande part de la responsabilité de l'attentat incombait à la politique d'apartheid.

Cependant, à la suite du premier ministre sud-africain P.W. Botha, qui a fait état d'un « massacre d'inspiration communiste », Mgr Hurley a jugé possible que Moscou « ait mis la main à la pâte ».

Fossé élargi

De son côté, le journal « Sunday Tribune » note que l'affaire a exacerbé l'antagonisme entre les tendances politiques extrêmes du pays: « Jusqu'à vendredi, il était possible de croire à l'existence d'une certaine modération, à l'idée qu'en dépit des divergences, des aménagements restaient possibles. Mais l'ampleur et l'audace de l'attentat de Pretoria ont approfondi et élargi le fossé. »

Aux yeux du professeur Mike Gough, directeur de l'Institut d'études stratégiques de Pretoria, le nombre des victimes civiles de l'attentat est de nature à rendre le gouvernement moins sensible que jamais aux pressions internationales: « Les condamnations internationales ne vont plus peser lourd », a-t-il dit. ■